

Unité bidépartementale Eure Orne  
1, avenue du Maréchal Foch CS 50021  
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 19/04/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### U LOGISTIQUE

Campagne du Rang Mare  
Zone Industrielle  
27210 Beuzeville

Références : 120/2024/UBDEO/ERA/DB  
Code AIOT : 0005801952

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement U LOGISTIQUE implanté Campagne du Rang Mare Zone Industrielle 27210 Beuzeville. L'inspection a été annoncée le 09/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2024 de l'inspection des installations classées portant sur la vérification des installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- U LOGISTIQUE
- Campagne du Rang Mare Zone Industrielle 27210 Beuzeville
- Code AIOT : 0005801952



- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société U LOGISTIQUE exploite un entrepôt logistique sur la commune de Beuzeville dont l'exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2001 complété par l'arrêté du 31 octobre 2018. L'établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à enregistrement au titre de la rubrique 1510 (Entrepôts couverts) de la nomenclature des ICPE et à déclaration au titre des rubriques 2171, 4510, 4511, 1436, 4331, 4734, 4755, 2714, 2925, 4801 et 2910.

### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 2 et 3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15	Sans objet
3	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate la vérification annuelle des installations électriques et l'existence d'un plan d'actions. Les actions correctives sont hiérarchisées.

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur :



- le fait que les limites d'intervention **ne garantissent pas le caractère complet du contrôle des installations électriques**. Il est nécessaire d'analyser leur pertinence et de planifier avec le temps la vérification des installations électriques non contrôlées,
- l'**obligation d'évaluer le risque explosion** et, si besoin, de porter à la connaissance de l'organisme en charge du contrôle des installations électriques le plan des zones à risque d'explosion, le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) et la déclaration de conformité des installations électriques dans ces zones.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b>  La vérification des installations électriques a été réalisée le 24 janvier 2024 par la société QUALICONSLT EXPLOITATION. La précédente visite avait été réalisée le 6 janvier 2023.  L'exploitant a présenté en séance le rapport de vérification périodique des installations électriques de 2024 (référence CT12383-ind:1), l'attestation Q18 du 13 mars 2024 ainsi que l'attestation Q19 (rapport PERQ19_202006_V3). Voir les photos n°1 et 3 de l'annexe 1.  Un contrôle par thermographie infrarouge a été réalisé par la société QUALICONSLT EXPLOITATION.  Le rapport Q18 indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Voir la photo n°10 de l'annexe 1 et le point de contrôle n°4.  -> Les constatations effectuées en ce qui concerne le contrôle annuel des installations électriques ne mettent pas en évidence d'anomalie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>



Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

**Constats :**

Le dernier rapport de vérification des installations électriques comporte les limites d'interventions suivantes (voir la photo n°10 de l'annexe 1) :

" Nous déclarons avoir reçu de l'exploitant ou de son représentant :

- La désignation des locaux à risques d'incendie : **Non**
- Le document relatif à la protection des explosions : **Non**

La vérification a consisté en : **Vérification des installations électriques visibles et accessibles**

**Les dispositifs différentiels alimentant les dispositifs informatiques (bureaux, locaux) et de sécurité (Incendie, alarmes) n'ont pas été essayés pour cause d'exploitation**

**Une coupure totale a été autorisée par l'exploitant : Non "**

L'exploitant informe : la maintenance des cellules haute tension (HT) nécessite leur coupure. Une coupure du réseau HT associé à l'alimentation électrique des cellules C1 et C5 est réalisée à fréquence rapprochée afin d'analyser l'huile du transformateur vieillissant (donc sous protocole de surveillance). Voir photo n°5 de l'annexe 1. Pour les autres cellules, une coupure du réseau HT est pratiquée tous les 3 ans.

L'exploitant n'identifie aucune zone à ATmosphère EXplosive. Voir le point de contrôle n°4.

Le rapport Q18 indique que seules les installations visibles et accessibles ont fait l'objet de vérification.

L'exploitant expose en séance : les limites d'intervention sont pertinentes et sont explicites. Elles ne nécessitent donc pas d'explications complémentaires de l'organisme en charge du contrôle. Le risque est géré en lien avec les puissances électriques mises en jeu. Une détection incendie est installée au-dessus des tableaux électriques.

Interrogé sur la pertinence de la limite d'intervention associée au contrôle des disjoncteurs différentiels, l'exploitant expose le fait que la puissance électrique consommée par le cœur de réseau est faible. Le contrôle des disjoncteurs différentiels peut être planifié dans environ 9 mois à l'occasion d'une coupure du site. Les onduleurs du cœur de réseau sont testés annuellement. L'inspection des installations classées constate que les disjoncteurs différentiels ciblés par cette limite d'intervention ne sont pas situés dans une cellule de stockage ou un atelier de fabrication.

L'inspection des installations classées constate que l'attestation Q18 est cohérente avec les limites d'intervention. Elle conclut sur le fait que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion (voir la photo n°10 de l'annexe 1).

-> L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les limites d'intervention ne garantissent pas le caractère complet du contrôle des installations électriques. Il est nécessaire d'analyser leur pertinence et de planifier avec le temps la vérification des installations électriques non contrôlées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



<p>=&gt; Demande n°1 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises pour d'une part analyser le caractère pertinent des limites d'intervention relevées dans le rapport de vérification et d'autre part planifier la vérification des installations électriques non contrôlées. Des éléments de planification sont à transmettre à l'inspection sous un délai de <u>neuf mois maximum</u>. Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 9mois</p>

**N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II &gt; 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><i>Traduction des non-conformités en ordres de travail</i></b></p> <p>L'attestation Q18 fait état de 16 non-conformités (NC). Voir la photo n°3 de l'annexe 1. Les NC sont traduites en ordres de travail dans le logiciel de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur). Les interventions sont réparties entre l'équipe de maintenance interne et l'équipe de la société SPIE selon les capacités et compétences. L'exploitant a présenté le logiciel de GMAO. Il contient les plannings, les commandes, les fiches d'intervention et le registre de maintenance.</p> <p><b><i>Hiérarchisation</i></b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance des attributs retenus pour hiérarchiser les actions correctives. L'exploitant informe d'un indice de priorisation allant de 1 en 4 en lien avec le risque de perte d'exploitation. L'inspection des installations classées constate que les actions identifiées dans l'attestation Q18 sont traitées en priorité. Voir les photos n°2, 4, 8 et 9 de l'annexe 1.</p> <p><b><i>Maintenance préventive</i></b></p> <p>Le système de GMAO dispose d'environ 80 fiches de maintenance préventives. A titre d'exemple, l'exploitant a présenté le rapport de la société SPIE portant sur l'entretien de TGBT (Tableau Général Basse Tension) et armoires électriques. Au cours de la visite in situ, l'exploitant a présenté une armoire TGBT ciblée par une opération préventive de dépoussiérage et de resserrage de cosses par la société SPIE. Voir les photos n°11 et 12 de l'annexe 1.</p> <p><b><i>Thermographie infrarouge</i></b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification d'installations électriques par thermographie infrarouge avec attestation Q19 faisant suite à la vérification effectuée du 23 au 24 janvier 2024. L'anomalie identifiée dans le Q19 a été traitée le 28 février 2024. L'exploitant a présenté le</p>



rapport d'intervention portant sur le remplacement du disjoncteur TGBT 14 du local sprinkler. Voir les photos n°1 et 2 de l'annexe 1.

**Plan d'actions correctif**

Concernant les 16 NC identifiées dans le rapport Q18, l'exploitant a présenté son plan d'actions correctif, des rapports d'intervention, des bons de commande et devis :

- les NC n°1, 6, 7, 8, 9, 10 et 16 ont été traitées,
- l'exploitant a présenté le bon de commande du 14 mars 2024 associé à l'action NC12 portant sur le contrôle de la HT. Voir la photo 4 de l'annexe 1. L'action est en cours,
- l'exploitant a présenté le devis du 13 mars 2024 associé à l'action NC11 portant sur le remplacement du disjoncteur général TGBT 2. Voir la photo 8 de l'annexe 1. L'action est en cours,
- bien que traitées, les NC 2, 3, 4, 5 et 12 ont été reportées dans le dernier rapport Q18 en attendant l'exécution d'une opération de vérification initiale pour lever ces remarques. L'opération a fait l'objet d'un bon de commande. L'action est en cours,
- la NC13 a fait l'objet d'un rapport d'intervention en date du 14 mars 2023 portant sur la mise en place d'une barrette de connexion pour la mise à la terre. Voir la photo n°9 de l'annexe 1,
- l'exploitant a fourni une explication concernant les NC14, 15 et 16. Une intervention a été menée sur un autre groupe de srinklage que celui initialement ciblé,
- l'huile minérale du transformateur HT associé aux cellules C1 et C5 fait l'objet d'une surveillance. Des prélèvements sont effectués tous les 6 mois afin de contrôler la teneur des gaz dissous. Voir les photos n°5 et 6 de l'annexe 1.

-> Les constatations effectuées en ce qui concerne le traitement des non-conformités ne mettent pas en évidence d'anomalie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 2 et 3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

**AM - 31/03/80 - Électricité - Article 2**

L'exploitant d'un établissement visé à l'article 1er définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives :

Soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement ;

Soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

**AM - 31/03/1980 - Article 3.1**

Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente ou semipermanente, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application.



**Constats :**

L'attestation Q18 indique qu'aucune zone à risque d'incendie n'a été déclarée et le fait qu'aucun Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) n'a été transmis. Par voie de conséquence, le contrôle n'examine pas la conformité des équipements électriques dans ce type de zone. L'attestation Q18 mentionne **une vérification partielle des installations et le fait que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion**. Voir photo n°10 de l'annexe 1.

L'établissement dispose de 2 ateliers de charge de batteries au plomb (classés sous la rubrique ICPE 2925 - D - 480 kW) et 2 groupes de sprinklage utilisant des batteries de type plomb-gel pour le démarrage.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas de zone ATEX en raison de la mise en place de dispositions particulières (ventilation, détection et asservissement de la charge) et du fait que les batteries de type plomb-gel du groupe de sprinklage évitent la formation d'une zone ATEX.

L'inspection des installations classées expose en séance : à la fin du processus de charge, une atmosphère explosive est susceptible de se créer temporairement dans l'environnement immédiat au-dessus des batteries au plomb car de l'hydrogène se forme et est libéré dans l'atmosphère par les bouchons à soupape. Les dispositions techniques ont pour effet de réduire la zone ATEX, mais il existe potentiellement une zone de type 2 au-dessus des batteries. Une étude du risque explosion permet d'identifier de potentielle zone ATEX, de définir les mesures techniques et organisationnelles à mettre en place et d'étudier si besoin l'adéquation des matériels électriques aux zones ATEX identifiées. L'étude du risque explosion est retranscrite dans un DRPCE.

Au cours de la visite in situ, l'inspection des installations classées constate :

- la charge de batteries au plomb au sein d'un atelier de charge (voir photos n°13 à 17 de l'annexe 1),
- l'absence d'équipement électrique au-dessus des batteries du local de charge visité, hormis les câbles d'alimentation,
- les câbles d'alimentation des batteries au plomb de l'atelier de charge visité disposent d'un dispositif de coupure de l'alimentation électrique en amont, visant notamment à prévenir d'une déflagration. Voir les photos n°15 et 16 de l'annexe 1,
- l'existence de dispositions techniques au sein de l'atelier de charge visité ayant pour effet de limiter la zone ATEX,
- l'absence de dispositions organisationnelles au sein de l'atelier de charge visité : absence de matérialisation du risque explosion et de consignes,
- le démarrage du groupe de sprinklage est assuré par des batteries de type plomb-gel. Les batteries sont régulièrement remplacées. Le dessus des batteries est protégé de la chute d'un objet ou de la projection de liquides à l'aide d'une planche. L'exploitant indique que les batteries de type plomb-gel du groupe de sprinklage évitent la formation d'une zone ATEX. L'inspection des installations classées constate l'absence de dispositions organisationnelles : absence de matérialisation du risque explosion et de consignes. Voir la photo n°17 de l'annexe 1,
- l'absence d'équipement électrique au-dessus des batteries du groupe de sprinklage visité.

**-> L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur l'obligation d'évaluer**



le risque explosion et, si besoin, de porter à la connaissance de l'organisme en charge du contrôle des installations électriques le plan des zones à risque d'explosion, le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) et la déclaration de conformité des installations électriques dans ces zones.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

=> Demande n°2 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant que des dispositions soient prises pour évaluer le risque explosion ATEX et, si besoin, de porter à la connaissance de l'organisme en charge du contrôle des installations électriques le plan des zones à risque d'explosion, le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) et la déclaration de conformité des installations électriques dans ces zones. Ces éléments, accompagnés de l'adéquation du matériel électrique dans ces zones ATEX (en cas de présence de ce type de matériel dans ces zones), sont à transmettre à l'inspection sous un délai d'un mois maximum. Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3mois

#### N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1510 E - Annexe II > 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

**Constats :**

Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées constate par sondage :

- l'huile minérale du transformateur HT associé aux cellules C1 et C5 fait l'objet d'une surveillance accrue. Des prélèvements sont effectués tous les 6 mois afin de contrôler la teneur des gaz dissous. Voir les photos n°5 et 6 de l'annexe 1,
- le disjoncteur TGBT 2 doit faire l'objet d'un remplacement parce qu'il ne dispose pas d'un dispositif de réglage du neutre (NC11). Un devis est établi. Voir les photos n°7 et 8 de l'annexe 1,
- les armoires TGBT font l'objet d'une maintenance préventive par la société SPIE : dépoussiérage et resserrage de connexions. Voir les photos n°11 et 12 de l'annexe 1.
- voir le point de contrôle n°4 en ce qui concerne l'évaluation du risque explosion.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



-

**Type de suites proposées :** Sans suite